24 mars 2017 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration à la presse de M. François Hollande, Président de la République, sur le 60ème anniversaire du Traité de Rome et la construction européenne, à Rome le 24 mars 2017.

Cette cérémonie n'était pas simplement rétrospective, elle n'était pas seulement pour souligner ce que l'Europe avait apporté : la paix, la prospérité pour beaucoup, la réunification du continent, la capacité de forger une monnaie unique, l'ouverture d' un grand marché, la puissance économique la première du monde. Non, cette cérémonie, elle avait un sens particulier par rapport aux défis et aux menaces que nous avons devant nous.
Est-ce que nous sommes plus forts ensemble ou nous serions mieux divisés et séparés ? Et bien voilà la réponse qui devait être apportée. Nous serons plus forts ensemble pour faire face au terrorisme, pour conjurer les conflits qui sont à nos portes, pour porter un message d'ouverture au monde à travers des échanges qui doivent être régulés.
Nous serons plus forts ensemble pour que la planète puisse être protégée, pour que nous puissions préserver notre environnement. Nous serons plus forts ensemble pour assurer les industries d'avenir, nous serons plus forts ensemble pour également lutter contre le retour des empires, des tentations d'influence, des pressions qui viennent de l'extérieur. Nous serons plus forts ensemble pour lutter contre le nationalisme, l'extrémisme, tout ce qui ramène à ce qui a été la cause de tant de chagrins, tant de séparations et de guerres. Oui, nous sommes décidés à être plus forts ensemble!
Et ce message-là, il vaudra pour les années qui s'ouvrent maintenant et le fait que tous les pays même s'ils ne sont pas forcément d'accord sur tout aient signé cette déclaration, avec l'idée que les Etats qui voudront aller plus vite puissent le faire, que l'Europe puisse rester unie mais avec des rythmes différents, c'était aussi une idée que je portais et qui a été retenue dans la déclaration.
Voilà pourquoi ce n'est pas un anniversaire comme les autres, parce que la vie ne s'arrête pas aux anniversaires. La vie continue, la vie c'est un processus et aujourd'hui, les Français doivent savoir qu'avec l'Europe, ils peuvent être plus grands, ils peuvent être plus forts et ils peuvent être plus écoutés.
Et c'est la raison pour laquelle, je voulais que la France puisse être partie prenante, pleinement partie prenante de cette déclaration. Parce que la France est attendue y compris dans l'échéance qui vient, je parle des élections qui arrivent.
Journaliste : Monsieur le président, l'Europe est au centre du programme de plusieurs candidats, certains sont pour, certains sont pour la quitter. Quels sont ceux dont vous vous sentez le plus proche et qui sont capables le mieux de défendre ce message aujourd'hui à Rome ?
LE PRESIDENT : Il y en a qui veulent quitter l'Europe. Eh bien, qu'ils démontrent aux Français que ce serait mieux tout seul ! que l'on pourrait lutter contre le terrorisme sans la coordination indispensable au plan européen! qu'on pourrait protéger nos frontières sans avoir des gardes-côtes là où il y a des arrivées de migrants ou de réfugiés, qu'ils démontrent que sans la monnaie unique, sans le grand marché il y aurait plus d'emplois, plus d'activités, un meilleur pouvoir d'achat!
Ils ne pourront pas faire cette démonstration parce qu'elle est impossible, parce que le retour à

Ils ne peuvent pas faire cette démonstration parce qu'elle est impossible, parce que le retour à une monnaie nationale entraînerait une dévaluation et une perte de pouvoir d'achat £ parce que la fermeture des frontières entrainerait une perte d'emplois £ parce que le nationalisme entrainerait la résurgence des conflits £ parce que le protectionnisme serait une cause encore de difficultés pour beaucoup de nos compatriotes. On le voit à travers des expériences qui ont cours dans un pays de l'autre côté de l'Atlantique.
Alors oui ! Moi je suis pour que ce débat-là puisse s'ouvrir. Et j'ai mené depuis 5 ans une politique qui faisait que l'Europe devait changer. Elle a changé. Que l'Europe devait avancer, elle a avancé. Elle devait régler ses problèmes, devait garder la Grèce dans la zone euro, devait être capable de relancer l'économie par un plan d'investissement, nous avons fait l'Union bancaire. Voilà, l'Europe avance et elle doit avancer encore plus vite parce que les problèmes sont là et qu'on ne peut pas les régler simplement en imaginant qu'en mettant des barbelés, des murs, des frontières avec des miradors on pourra se protéger de tout ce qui vient du reste du monde. Non ! Si l'on veut que le monde change, il faut que l'Europe soit plus forte et que la France et prenne toute sa part dans cette Europe-là.
Journaliste : Monsieur le président, est-ce que Theresa MAY vous a manqué ?
LE PRESIDENT : C'est elle qui a choisi de ne pas être là. Je veux dire par-là, c'est elle, ce sont les Britanniques qui ont choisi. Ils ne sont plus dans cette aventure, ils ont choisi une autre voie, mais il faut que l'on reste dans de bonnes relations.
La France est très liée au Royaume-Uni, nous avons des accords notamment en matière de défense, nous avons beaucoup de ressortissants français qui vivent au Royaume-Uni. Alors c'est un choix souverain mais en même temps, nous ferons en sorte que ça ne soit pas au détriment de l'Europe et que le Royaume-Uni reste un partenaire de l'Union, mais il en paiera nécessairement les conséquences parce que c'est le choix qui a été fait.Merci.